

# Rencontre du Cnis

## Appariements de données individuelles, entre richesse de l'information statistique et respect de la vie privée

le 28 janvier 2022

Les appariements de données sont un sujet d'avenir pour la statistique publique. La transparence sur ces opérations et la garantie du respect du secret statistique sont des conditions incontournables pour leur déploiement dans un cadre juridique et déontologique clair. La rencontre propose un aperçu sur quelques dispositifs récents et les enjeux qu'ils soulèvent sur les pratiques d'appariements. Elle offre la possibilité de débattre avec des producteurs en France et à l'étranger sur les conditions à réunir pour procéder à des appariements, ainsi que d'aborder les questions éthiques qui peuvent se poser. La rencontre sera l'occasion de présenter les travaux en cours et à venir.

**9H Introduction** **Patrice Duran**, président du Cnis

**9H15 Etat des lieux des pratiques d'appariements** sous la présidence de **Mireille Elbaum**, présidente de l'Autorité de la statistique publique

**Les pratiques d'appariements de la statistique publique**, **Sylvie Lagarde**, directrice de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale et **Christel Colin**, directrice des statistiques démographiques et sociales, Insee

**Les appariements réalisés par les chercheurs**, **Kamel Gadouche**, directeur du Centre d'accès sécurisé aux données (CASD)

**Echanges avec la salle**

**10H15 Pause**

**10H30 Quelques exemples d'appariement de la statistique publique** sous la présidence de **Antoine Bozio**, Institut des politiques publiques, président de la commission Services publics et services aux publics du Cnis

**L'échantillon national interrégimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux**, **Patrick Aubert**, sous-directeur de l'observation de la solidarité, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), ministère des solidarités et de la santé

**Appariement entre l'enquête Emploi et le fichier historique de Pôle emploi pour comprendre les différences en nombres de chômeurs et de demandeurs d'emploi**, **Vladimir Passeron**, chef du département de l'emploi et des revenus d'activité, Insee

**Mieux connaître l'insertion des jeunes : le système d'information Inerjeunes**, **Nathalie Caron**, sous-directrice des synthèses, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et des sports

#### Echanges avec la salle

**11H30 Les projets d'avenir** sous la présidence de **Xavier Timbeau**, Observatoire français des conjonctures économiques, président de la commission Environnement et développement durable du Cnis

**Le code statistique non significatif (CSNS)**, **Lionel Espinasse**, adjoint au chef du département de la démographie, Insee

**Le répertoire statistique des individus et des logements (Résil)**, **Olivier Lefebvre**, maître d'ouvrage du programme Résil, Insee

#### Echanges avec la salle

#### 12h30 Pause Déjeuner

#### 14H Table ronde : Quels appariements pour quels usages ?

**Philomé Robert**, France 24, animation

**Francesco Avvisati**, directeur du programme IDEE (Innovations, Données, Expérimentations en Éducation), J-PAL Europe/PSE- École d'économie de Paris

**John Dunne**, directeur du Centre des données administratives, Office national de statistique d'Irlande (CSO)

**John Martin**, président du comité consultatif du gouvernement irlandais sur le marché du travail, IZA Research Fellow, ancien directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE.

**Jean-Noël Barrot**, député des Yvelines, vice-président de la commission des finances.

#### Echanges avec la salle

#### 15h15 Table ronde : Quelle transparence, quelle information du public ?

**Chantal Cases**, Société française de statistique

**Eric Rancourt**, directeur des méthodes statistiques et de la science des données, Statistique Canada

**Bertrand Pailhès**, directeur des technologies et de l'innovation, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

**Mark Hunyadi**, philosophe, professeur de philosophie morale et politique à l'Université catholique de Louvain

**Maryse Artiguelong**, vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme

#### Echanges avec la salle

**16h45 Conclusion de la rencontre** **Jean-Luc Tavernier**, directeur général de l'Insee

## Les intervenants

### Maryse Artiguelong



Maryse Artiguelong est consultante en informatique retraitée. Elle est Vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) depuis 2017, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) depuis 2016. Elle anime le groupe de travail « Libertés & Technologies de l'Information et de la Communication » de la LDH. Elle est par ailleurs, membre de l'Observatoire des Libertés et du Numérique. Elle a participé au pilotage des projets européens transnationaux portant sur la protection de la vie privée et des données personnelles, réalisation de mini-guides (vidéosurveillance, citoyenneté et numérique, Jeunes et réseaux sociaux). Elle a écrit des articles sur la surveillance pour différentes revues. Elle a participé au groupe de contacts du Conseil d'État pour l'étude 2014 : « Le numérique et les droits fondamentaux ». Elle a participé à certains avis de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (lutte contre les discours de haine en ligne, vie privée à l'ère numérique, intelligence artificielle et droits fondamentaux) ainsi qu'à ceux du Conseil de l'Europe pour la modernisation de la Convention 108 (Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, adoptée en 1981 et modernisée en 2018 avec l'arrivée du RGPD).

### Francesco Avvisati



Francesco Avvisati est le directeur du programme Innovations, Données, Expérimentations en Éducation (IDEE) dans le Bureau Europe de J-PAL. Cet équipement structurant pour la recherche (EquipEx) aide les chercheurs à conduire des essais contrôlés randomisés (ECR) à grande échelle dans le système éducatif français. Avant de rejoindre le J-PAL en 2021, Francesco a travaillé pendant 11 ans à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), principalement sur le développement, l'analyse et les rapports du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et, plus récemment, en tant que méthodologue en chef pour les enquêtes internationales sur l'éducation et les compétences. Francesco est titulaire d'un doctorat en économie de l'École d'Économie de Paris, d'une licence en économie de la Scuola Superiore Sant'Anna (Pise, Italie) et est un ancien élève de l'École Normale Supérieure de Paris.

## Patrick Aubert



Sous-directeur de l'observation de la solidarité à la DREES. Patrick Aubert est docteur en économie et diplômé de l'École polytechnique, de l'ENSAE, et de l'Universitat Pompeu Fabra de Barcelone. Il est par ailleurs administrateur de l'INSEE, où il a commencé sa carrière, d'abord en tant que chargé d'études sur les thématiques d'emploi et de marché du travail, puis en tant que chef de la section Synthèse et conjoncture de l'emploi. Il a été chef du bureau Retraites de la DREES, puis chef de la division Redistribution et politiques sociales de l'INSEE, et secrétaire général du COR. Il est depuis début 2016, sous-directeur en charge de l'observation de la solidarité à la DREES, le service statistique du Ministère des Solidarités et de la Santé, où il a en charge la production de statistiques et d'études sur l'ensemble du champ social (retraite, famille, pauvreté, handicap, ...)

## Jean-Noël Barrot



Jean-Noël Barrot est député de la 2nd circonscription des Yvelines. Vice-Président de la commission des Finances, il est Secrétaire Général du Mouvement démocrate. Après avoir fait ses études à HEC Paris (Jouy-en-Josas) puis réalisé une thèse de doctorat en économie, Jean-Noël Barrot a enseigné au MIT (Boston), avant d'être nommé professeur à HEC Paris. À l'Assemblée nationale, Jean-Noël Barrot est Vice-Président de la Commission des finances depuis 2017, et rapporteur spécial du budget, de l'asile, de l'immigration et de l'intégration. Le 4 janvier 2021, il est chargé par le Premier ministre Jean Castex d'une mission de 6 mois auprès du Ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, ayant pour objet l'accompagnement de la sortie crise et le rebond économique des territoires. Très attaché à la modernisation des pratiques politiques, Jean-Noël Barrot est un fervent défenseur du renforcement de l'évaluation des politiques publiques. Jean-Noël Barrot est candidat en tête de liste dans le département des Yvelines pour les élections régionales au nom de la liste de Laurent Saint-Martin. Il est élu conseiller régional d'Île-de-France le 27 juin 2021 et rejoint le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

## Antoine Bozio



Antoine Bozio est directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP). Antoine Bozio est ancien élève de l'École normale supérieure et titulaire d'un doctorat en sciences économiques. Maître de conférences à l'École des hautes études en sciences so-

ciales (EHESP), il est professeur associé à l'École d'économie de Paris (PSE). Il dirige l'Institut des politiques publiques (IPP), partenariat scientifique entre PSE et le GENES visant à promouvoir l'analyse et l'évaluation des politiques publiques. Il est également International Fellow à l'Institute for Fiscal Studies (IFS) de Londres. Ses travaux de recherche concernent en particulier la fiscalité, le système de retraite et la protection sociale.

## Nathalie Caron



Nathalie Caron est depuis janvier 2018 sous-directrice des synthèses à la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance au ministère en charge de l'éducation nationale, après avoir été sous-directrice des statistiques des transports au ministère en charge des transports (2014-2018). Administratrice hors classe de l'Insee et diplômée d'une thèse de doctorat en statistique, elle a auparavant animé la division des méthodes et traitements des recensements à l'Insee et le département des études statistiques au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche après avoir occupé différents postes à l'Insee fortement orientés vers la méthodologie d'enquêtes. Elle est actuellement co-rapporteuse de la commission Services publics et services au public du CNIS.

## Chantal Cases



Chantal Cases a été directrice des statistiques démographiques et sociales à l'Insee de 2016 à 2020, après avoir dirigé l'Institut national d'études démographiques (Ined) et l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes). Elle a été vice-présidente de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population (Cnerp) du Cnis et co-présidente du groupe de travail du Cnis sur l'évolution du questionnaire du recensement de la population. Statisticienne et économiste, elle a présidé l'Institut des données de santé de 2016 à 2017 et a siégé au Haut conseil de santé publique de 2007 à 2015. Elle est actuellement Présidente du groupe Statistique et Enjeux publics de la Société française de statistique.

## Christel Colin



Christel Colin est depuis février 2020 directrice des statistiques démographiques et sociales à l'Insee, après avoir été directrice des statistiques d'entreprises. Depuis 2019, elle est aussi présidente du Comité des producteurs de données au Centre d'accès sécurisé aux données (CASD). Inspectrice générale de l'Insee, elle a été auparavant sous-directrice puis cheffe de service, adjointe au directeur, à la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) au ministère du travail, ainsi que directrice du cabinet de Jean-Michel Charpin, directeur général de l'Insee, et chef du bureau Politique de la vieillesse, du handicap et de la dépendance à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) au Ministère de la Santé et des solidarités.

## John Dunne



John Dunne est statisticien confirmé au Bureau central irlandais des statistiques (CSO), où il a travaillé depuis l'obtention de son diplôme universitaire de premier cycle, il y a de nombreuses années. Depuis début 2020, il dirige la direction qui explore deux frontières de la donnée. La première est l'utilisation de données secondaires pour faciliter la prise en charge de la pandémie de la part du gouvernement et la seconde est l'exploration du potentiel des nouvelles sources de données pour la statistique publique. Jusqu'à cette date, il a dirigé le Centre pour les données administratives (ADC), qu'il a créé en 2009. L'ADC a une double finalité : il produit toutes les statistiques publiques du CSO, ainsi que les protocoles juridiques qui les accompagnent ; il catalyse aussi le développement du système statistique irlandais, qui s'appuie sur le concept d'infrastructure nationale des données (NDI). L'utilisation d'identifiants permanents des personnes, des sociétés et des propriétés est en effet au cœur du NDI. L'infrastructure vise une gestion efficiente et efficace de l'administration publique, qui en est l'ultime bénéficiaire, à l'aide des statistiques. Le développement de la NDI est rapidement devenu un enjeu crucial de la réforme du secteur public irlandais, avec des évolutions importantes depuis sa mise en place en 2011. Il a été impliqué ou il a facilité un nombre important de projets statistiques du Centre depuis sa création. Dans une période récente, il a développé des méthodes d'estimation de la population à partir des données administratives. Il a obtenu, en 2020, un doctorat de l'Université de Southampton pour son travail sur les estimations de population.

## Patrice Duran



Patrice Duran est président du Conseil national de l'information statistique. Il est professeur émérite à l'ENS Paris Saclay et à l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP-CNRS). Il a été conseiller scientifique du Commissariat Général du Plan de 1994 à 2000 dans le champ de l'évaluation des politiques publiques et de l'aménagement du territoire. Il a également travaillé au sein des services du Premier Ministre sur les questions de décentralisation, déconcentration et réforme de l'État sur lesquelles il continue à être très impliqué. Il a ainsi effectué de nombreux rapports d'expertise et de missions pour le compte d'institutions publiques dans les domaines de l'évaluation des politiques publiques, de la réforme de l'État, de la gestion publique territoriale et des politiques européennes. Il a été directeur de l'Institut d'études avancées de Paris (2010-2012), qu'il a contribué à créer, et plus récemment président du Conseil d'administration de l'Ined, de septembre 2012 à juin 2016.

## Lionel Espinasse



Lionel Espinasse est administrateur de l'Insee, en charge depuis 2021 des répertoires de personnes au département de la démographie de l'Insee. Il pilote la gestion du répertoire électoral unique (REU) et du répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP). Il est également en charge du projet Code Statistique Non Signifiant (CSNS) qui a pour finalité de faciliter les appariements de données au sein du système statistique public. De 2015 à 2021, Lionel Espinasse était responsable des enquêtes annuelles de recensement de la population. Auparavant, il a occupé plusieurs postes en directions régionales de l'Insee où il était en charge d'études pour les collectivités locales ou d'organisation de travaux de production statistique (enquêtes ménages ou entreprises, collecte pour l'indice des prix, traitement statistique de fichiers administratifs).

## Kamel Gadouche



Kamel Gadouche, directeur du Centre d'accès sécurisé aux données (CASD). De formation ENSAE (CGSA), Kamel Gadouche a commencé sa carrière à l'Insee dans le domaine de la statistique et de l'informatique. Il a rejoint par la suite le Groupe des écoles nationales d'économie et statistique en 2006 pour prendre la direction du service IT. Il enseigne notamment dans le domaine de la sécurité de l'information, de la programmation objet et de la modélisation conceptuelle de l'information. Ces dernières années, Kamel Gadouche a conduit le projet de mise en place du Centre d'Accès Sécurisé aux Données (CASD) dont il est aujourd'hui le directeur.

## Mark Hunyadi



Né à Genève en 1960, Prof. de philosophie morale et politique à l'Université catholique de Louvain depuis 2007, Mark Hunyadi poursuit depuis sa thèse (1995) ses travaux en théorie critique de la société. Il est notamment l'auteur de *Je est un clone* (Seuil, 2004), *L'homme en contexte* (Cerf, 2012), *La tyrannie des modes de vie* (Bord de l'Eau, 2015), *Le Temps du posthumanisme* (Les Belles Lettres, 2018). Son livre le plus récent, *Au début est la confiance* (Bord de l'eau, 2020), établit une théorie de la confiance, et s'interroge sur ce qui, dans nos sociétés, l'érode. Depuis 2012, il approfondit la question de l'emprise du numérique sur nos sociétés. Depuis 2021, il est également membre du Comité éthique d'Orange (France) ainsi que du Comité commun

d'éthique de l'INRAE-CIRAD-IFREMER-IRD. Entre-temps, au terme d'une longue collaboration avec ERDF, il avait proposé une réflexion sur le handicap et le management dans *Réfléchir le management au miroir du handicap* (Ed. du Bord de l'eau, 2013). Mark Hunyadi fait partie de la chaire Valeurs et politiques des informations personnelles de l'Institut Mines Télécom.

## Sylvie Lagarde



Sylvie Lagarde est directrice de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale à l'Insee depuis janvier 2016. Cette direction a en charge l'élaboration et la promotion des bonnes méthodes et pratiques statistiques, l'animation et la promotion de l'innovation au sein du service statistique public, la mise en place d'un cadre d'assurance qualité ainsi que la coordination de l'Insee et des services statistiques ministériels aux niveaux national et international. Auparavant, elle était directrice régionale de l'Insee Île-de-France après avoir occupé différents postes dans le domaine des statistiques du marché du travail ainsi que dans les ressources humaines à l'Insee et dans le privé.

## Olivier Lefebvre



Olivier Lefebvre est maître d'ouvrage du programme Résil (Répertoire statistique d'Individus et de Logements) de l'Insee. Ce programme vise, par la constitution de répertoires statistiques d'individus et de logements, à faciliter, sécuriser et fiabiliser la mobilisation de données externes, notamment administratives, au sein du service statistique public, dans le strict respect des conditions de protection des données individuelles. Il a précédemment exercé des responsabilités diverses au sein de l'Insee : directeur de cabinet du directeur général, chef du département de la démographie, directeur du système d'information) et dirigé deux services statistiques ministériels : Collectivités Locales, Enseignement Supérieur et Recherche.

## John Martin





John Martin préside le comité consultatif du gouvernement irlandais sur le marché du travail et est membre du Conseil national sur les statistiques. Il a été directeur de la Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales à l'OCDE, où il a travaillé pendant de nombreuses années et occupé différents postes au sein de la Direction, ainsi qu'au Département Économique. Il a lancé la publication de l'OCDE, les Perspectives de l'Emploi, ainsi que les Perspectives Économiques de l'OCDE. Il a publié dans des revues spécialisées de nombreux articles sur des sujets concernant l'économie du travail et le commerce international. Il a également écrit plusieurs livres dans ces domaines.

## Bertrand Pailhès



Bertrand Pailhès est directeur des technologies et de l'innovation de la CNIL depuis novembre 2019. Diplômé de Telecom ParisTech et Sciences Po Paris, il a travaillé chez le régulateur français des télécoms (ARCEP) et chez l'autorité de protection des données (CNIL) avant de rejoindre, en 2013, le cabinet de la ministre déléguée à l'économie numérique, Fleur Pellerin. Il a ensuite été directeur de cabinet d'Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat au numérique et a notamment conduit l'adoption de la loi pour une République numérique en octobre 2016. Avant d'entrer à la CNIL, il était coordonnateur national de la stratégie pour l'intelligence artificielle à la Direction Interministérielle du Numérique.

## Vladimir Passeron



Vladimir Passeron est depuis 2017 le chef du département de l'Emploi et des revenus d'activité à l'Insee, après avoir été celui du département de la Conjoncture. Auparavant, il avait animé les divisions Comptes trimestriels et Synthèses des biens et services au sein du département des Comptes nationaux, le département Prévisions et synthèses conjoncturelle de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos), et avait été chargé d'études au sein du département de la Conjoncture et de la Direction de l'animation de la recherche et des études statistiques (Dares) du ministère de l'emploi. Il a réalisé de nombreux travaux d'études dans le domaine du marché du travail, ainsi que dans celui de la prévision conjoncturelle.

## Eric Rancourt



Eric Rancourt est directeur général des méthodes statistiques modernes et de la science des données à Statistique Canada où il travaille depuis 31 ans. Il a occupé des postes tels que directeur général de la gestion stratégique des données, responsable de la Division de la coopération internationale, chef de la recherche, directeur de la production de la revue statistique *Techniques d'enquête* et chercheur. Ses principaux domaines de travail ont été le traitement de la non-réponse, l'estimation, la collecte, la sauvegarde et l'utilisation de données administratives et alternatives dans les programmes statistiques. Récemment, ses travaux ont porté sur des cadres d'optimisation de la protection de la vie privée et de l'information et sur l'éthique des données. Il termine actuellement des études en philosophie, en se concentrant sur l'éthique des données. Il est président de l'Institut canadien des sciences statistiques (INCASS). Il a été impliqué dans de nombreuses associations professionnelles nationales et internationales et est en particulier membre élu de l'Institut international de statistique (IIS). Ses articles récents portent sur les données administratives en tant que paradigme, l'application de l'approche scientifique dans les Instituts Nationaux de Statistique et sur l'utilisation de méthodes alternatives de collecte de données.

## Philomé Robert



Philomé Robert est journaliste depuis 25 ans. Il est né à Limbé, Haïti, le 20 août 1975. Ancien journaliste de Radio Vision 2000 à Port-au-Prince et de RFI à Paris, il est depuis 2008 présentateur des éditions d'informations du week-end sur la chaîne française d'informations internationales France 24. Ancien étudiant de la faculté de Linguistique appliquée, de la faculté de Droit de Port-au-Prince, diplômé de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et de Sciences Po à Paris, Philomé Robert vit à Paris depuis 10 ans. Il est l'auteur de *Exil au crépuscule*, paru en avril 2011 aux éditions Apopsix en collaboration avec Radio France Internationale. Il est par ailleurs co-auteur d'un ouvrage intitulé *Haïti réinventer l'avenir* publié début 2011 conjointement aux éditions de la Maison des sciences de l'homme et de l'Université d'Etat d'Haïti sur la vie en Haïti avant, pendant et après le séisme du 12 janvier 2010.

## Jean-Luc Tavernier



Ancien élève de l'Ecole polytechnique et diplômé de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration économique (ENSAE), Jean-Luc Tavernier a fait l'essentiel de sa carrière au ministère de l'Economie et des Finances. Jean-Luc Tavernier a passé dix années à la direction de la prévision au ministère de l'Economie (1985 – 1995). Il y a exercé plusieurs fonctions : chargé d'études sur le commerce extérieur, adjoint au chef de bureau puis chef de bureau des projections économiques d'ensemble et chef du bureau de la politique économique. Dix années qui permettent à JLT de s'enrichir d'une parfaite connaissance des rouages de Bercy. Après avoir dirigé en 1995 l'ENSAE, il est nommé conseiller du ministre du Travail et des Affaires Sociales chargé des comptes sociaux et de la loi de financement de la sécurité sociale. De 1997 à 2001, il est sous-directeur à la direction de la prévision chargé des finances publiques et du marché du travail. Puis il rejoint l'INSEE en 2001 comme directeur des études et synthèses économiques pour revenir en 2002 au ministère de l'Economie comme directeur de la prévision, et devenir entre 2004 et 2005 directeur des politiques économiques à la Direction générale du trésor. Il est ensuite directeur général de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et parallèlement vice-président du Conseil d'orientation de l'emploi. Il est nommé en juin 2007 directeur de cabinet du ministre du budget et, en janvier 2010, Commissaire général adjoint à l'Investissement. Il devient le directeur général de l'Insee en mars 2012.

## Xavier Timbeau



Le domaine d'expertise de Xavier Timbeau est la macroéconomie appliquée et l'évaluation des politiques publiques. Xavier Timbeau a dirigé le département analyse et prévision de l'OFCE pendant 15 années. Il a conduit un grand nombre d'évaluations de politiques publiques, a priori ou ex post, ainsi que des travaux de recherche sur l'immobilier, sur la théorie de la mesure et la comptabilité nationale, et l'environnement. En 2012, il a lancé le projet iAGS, un rapport dont le but était de concurrencer l'analyse de la Commission sur le policy mix au niveau européen. Debtwatch est un produit de ce travail. Il est président de la Commission Développement Durable et Environnement du CNIS, Co président de l'ONG Open Diplomacy, membre du comité scientifique de l'AFSE/DGTrésor, il enseigne à Sciences Po Paris l'économie environnementale et l'économie urbaine.

## Éléments de bibliographie

1. Les opportunités créées par la facilitation et le développement des utilisations de données administratives à des fins de recherche et de production statistique, S. Jugnot , [Cereq working paper n° 9](#), 2021.
2. Données administratives : présentation du [rapport IG sur les appariements de données individuelles au sein du SSP](#) au bureau du CNIS du 9 décembre 2020 et [compte rendu détaillé](#) du bureau.
3. Commission « Services publics et services aux publics », compte rendu de la séance du 12 mars 2020, [point 3 : vers un service d'appariement des données ?](#)
4. Un outil d'appariement sur identifiants indirects : l'exemple du système d'information sur l'insertion des jeunes, L. Midy, [Courrier des statistiques n° 6](#), juillet 2021.
5. Appariement entre l'enquête Emploi et le fichier Historique de Pôle emploi sur la période 2012-2017, Méthode et premiers résultats, Insee-Dares-Pôle emploi, [Documents de travail de l'Insee n° F1904](#), juillet 2019.
6. Échantillon national interrégimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux (Eniacrams) <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sources-outils-et-enquetes/02-echantillon-national-interregimes-dallocataires-de-complements-de>